



**AGROBIOSCIENCES**

CYCLE COMPRENDRE LES AGRICULTURES DU MONDE

D'après les Café-débat à Marciac

OCTOBRE 2002

**L'AGRICULTURE DES PAYS  
MÉDITERRANÉENS DU SUD  
ENTRE CONQUÊTE DES MARCHÉS  
EUROPÉENS ET RÉPONSE AUX BESOINS  
DE SUBSISTANCE**

*Gérard Gherzi*

Organisé par la Communauté de Communes de Bastides & Vallons du Gers et la  
Mission Agrobiosciences.

Renseignements: 05 62 88 14 50 (Mission Agrobiosciences)

Communauté  
de Communes  
Bastides & Vallons  
du Gers



**« L'agriculture des pays méditerranéens du Sud, entre conquête des marchés européens et réponse aux besoins de subsistance »**

**Portraits**

**Gérard Gheri** dirige l'Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier (IAMM). D'ascendance italienne, de nom d'origine arabe et né en Provence, il illustre à quel point le bassin méditerranéen est un lieu de circulation des hommes. Lui-même a d'ailleurs parcouru le monde, plutôt côté sud à l'exception d'une longue expérience de terrain au Québec – n'est-ce pas là cependant le sud du Canada ? Auteur de nombreuses contributions lors de séminaires et de colloques internationaux, il a présidé la Conférence internationale des directeurs et des doyens des établissements supérieurs d'expression française des sciences de l'agronomie et de l'alimentation (CIDAFE), ainsi que le comité scientifique des Cahiers Agriculture d'études et de recherches francophones.

**Omar Bessaoud** est enseignant-chercheur à l'Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier dans le domaine des « Sociétés rurales et ingénierie du développement » où il dirige un master de formation-conseil. Né à Tlemcen, il a vécu et travaillé en Algérie dont il connaît parfaitement les systèmes agricoles. Il est par ailleurs membre du Centre de Recherche en Anthropologie Sociale et Culture (CRASC), basé à Oran.

**Les points d'interrogation du Groupe local de réflexion**

Des questions, le Groupe local de réflexion en avait élaboré plusieurs ce soir-là. Cette petite structure née en juin 1991 rassemble une vingtaine d'acteurs locaux de la Communauté de communes, dont de nombreux agriculteurs. Leur objectif : faire avancer le développement économique de leur territoire, accompagner l'organisation de l'Université d'Été de l'Innovation Rurale et, en l'occurrence, participer pleinement à la mise en place des café-débats. Visiblement, sur le sujet de l'agriculture méditerranéenne, les réunions préparatoires ont donné lieu à une foule de questions, dont Gilles de Mirbecq s'est fait le porte-parole auprès de Gérard Gheri et Omar Bessaoud, en introduction à leur conférence, et auxquelles ces derniers ont répondu très directement. En voici les points principaux :

- Quel est le poids du secteur agricole dans l'économie des pays méditerranéens et quelles les différentes productions ?
- Quelles sont les politiques en cours ou en projet pour favoriser une meilleure utilisation de l'eau et un accès plus équitable ?
- Ces pays disposent-ils de politiques de qualité de produit ? Sont-elles fiables, contrôlées ?
- Comment sont organisés les producteurs agricoles ? Quel poids ont ces organisations : sont-elles associées aux décisions concernant l'agriculture ?
- Les pays méditerranéens produisent-ils des innovations technologiques ?

## **La Conférence**

### **Rives et dérives d'une mer inquiète**

**Une fois n'est pas coutume : les fameux tapas qui précèdent les cafés-débats de Marciac étaient remplacés, ce soir d'octobre 2002, par un somptueux tajine. De quoi mieux faire corps avec l'idée forte que souhaitaient développer les deux conférenciers : les peuples de la méditerranée ont un patrimoine culturel commun qui justifie des solidarités importantes à développer. Reste qu'autour de ce « grand continent liquide », selon F.Braudel, il existe un sacré clivage d'une rive à l'autre. Car à deux des Etats membres de l'Union Européenne, la situation agricole et agro-alimentaire des pays du sud fait l'objet d'un constat tragique. Mais aussi sévère que soit ce diagnostic posé par ces deux experts du développement local, il reste une part d'optimisme que traduit leur véhémence. A deux conditions : cesser de croire que l'échange commercial et économique constitue le seul instrument pour régler les problèmes de cet espace euroméditerranéen, et abandonner les postures de rivalité pour apprivoiser enfin une véritable culture d'échanges.**

#### **Gérard Gherzi :**

« La Méditerranée, c'est d'abord un espace géopolitique où vivent près de 700 millions d'hommes, de femmes et d'enfants. C'est donc aussi un marché considérable dans lequel nous devons travailler ensemble, en nous appuyant sur les complémentarités existantes, pour développer une stratégie de gagnants plutôt que de nous diviser sur des concurrences exacerbées.

Juste un exemple pour vous aider à comprendre : nous étions récemment en Algérie où nous avons rencontré le ministre de l'agriculture. Celui-ci nous a expliqué qu'une vingtaine de caves coopératives opérationnelles, plutôt orientées sur la viticulture, cherchaient des investisseurs français. Imaginez ce que peut être la première réaction des producteurs de vin du midi de l'Europe : « Quoi ? Investir dans ce pays pour créer notre propre concurrence ? » Sauf que si l'on ne trouve pas un mode de collaboration avec ces partenaires du sud, d'autres le feront et nous concurrenceront sur nos propres marchés. Nous sommes donc condamnés à des partenariats. D'ailleurs, je viens d'apprendre que les Espagnols commencent à investir dans ces caves coopératives algériennes....

Autre illustration : au Maroc, les organisations professionnelles sont quasiment inexistantes et certains secteurs sont totalement déstructurés. J'étais en fin de semaine à Marrakech pour travailler à la mise en place de dispositifs interprofessionnels avec des collègues marocains. Le président d'une interprofession française nous accompagnait et nous a expliqué qu'il a fallu presque 70 ans pour que le système se mette en place en France. En clair, nous imposons une construction euroméditerranéenne à marche forcée et nous donnons dix ans à des pays complètement inorganisés pour se mettre aux normes et éliminer les frontières....

Alors, il y a certes des craintes du côté des pays du Nord, mais selon nous, les craintes du Sud doivent être amplement plus fortes. Vous avez parlé de l'eau : une ouverture des frontières pour ces marchés du sud amènera une intensification de l'agriculture – par l'entrée d'investisseurs étrangers - , qui créera indéniablement d'énormes problèmes d'épuisement de l'eau d'irrigation ; le Maroc fait déjà face depuis trois ans à une sécheresse épouvantable et, en Tunisie, de nombreuses régions ont été salinisées par le surpompage de la nappe phréatique. En fait, à l'exception de la Turquie avec le projet **GAP** ou de la Syrie du Nord, tout le Maghreb est dans une situation catastrophique au regard de la gestion de l'eau. Quant à l'Egypte, elle développe un projet pharaonique de déroutement du Nil pour faire un bras complémentaire, mais les coûts sont tels que cela ne bénéficiera qu'aux grandes exploitations ou aux investisseurs américains et saoudiens. Sachez en effet que si la population agricole est très nombreuse – dans certains pays, elle représente 40 % de la population active -, la plupart de ces producteurs sont dans des « trappes de pauvreté », sur de très petites exploitations extrêmement menacées.

Quant aux organisations professionnelles, elles ont été calquées sur nos systèmes de chambres d'agriculture, mais ce sont des boîtes vides, dont les postes seront occupées par des notables. Tout est à faire. D'ailleurs, nous repartons dans le sud pour former les cadres des ministères de l'agriculture à l'approche en termes de filières et de marchés. Enfin, l'innovation technologique constitue un problème fondamental : la recherche agroalimentaire est totalement désorganisée et seules de très grandes firmes – parfois étrangères - peuvent acheter ou importer de la technologie alimentaire. L'industrie de transformation agroalimentaire demeure extrêmement traditionnelle et pose d'énormes problèmes de qualité et de normes.

Tout ceci pour répondre directement à vos questions (cf l'article « Les points d'interrogation du Groupe local de Réflexion »).

A présent, venons-en au partenariat euro-méditerranéen. **C'est la conférence de Barcelone**, en 1995, qui en a jeté les bases. Réunissant tous les pays du pourtour méditerranéen, elle a donné lieu à de magnifiques engagements. Mais au cours des conférences suivantes, dont la dernière a eu lieu à Valence, on a plutôt constaté l'échec de ce partenariat.

Dans quel esprit a été conçu cette conférence de Barcelone et pour quelle raison sommes-nous dans une impasse actuellement ? Le partenariat constituait l'intention de base. Or que sont des partenaires ? Ce sont des pays, des paysans, des industriels, des consommateurs, qui décident de coopérer afin d'atteindre des objectifs communs. Et l'objectif commun, merveilleux, extraordinaire, qui a été décidé à Barcelone consiste à créer dans cette Méditerranée un espace de prospérité partagé. Formidable ! Reste à le construire, avec l'aide des économistes. Pour cela, il faut d'abord qu'on ait des objectifs communs qui soient compatibles - ils le sont pas toujours. Puis il faut que nous partagions certains pouvoirs et que nous opérions des investissements communs, ce qui est extrêmement important, puis que nous partagions des ressources et des risques. Enfin, il faut pouvoir en tirer des avantages mutuels. Voilà pour l'esprit.

Celui-ci s'est traduit par trois volets de coopération. Le premier concerne la politique et la sécurité, car on ne peut pas bâtir une zone de prospérité partagée tant qu'il y a des conflits, des poches de sous-développement, des massacres et des exactions. On peut imaginer que le grand souci des pays du nord est d'éviter à tout prix que s'établisse une poudrière au sud. Je ne suis pas sûr que nous n'en prenions pas le chemin ...

Deuxième volet : la culture, le développement social et les ressources humaines, pour faire en sorte de développer une compréhension entre Nord et Sud. Un sacré travail... Créer des échanges entre les sociétés civiles n'est pas simple.

Mais le plus important et le plus problématique, parce que nous sommes dans une économie de marché, c'est la mise en place du troisième volet : le partenariat économique et financier pour créer une zone de prospérité partagée. C'est le grand credo actuel des modèles dominants du nord : ils partent du principe que l'économie de marché appliquée à travers le monde sera la base de gains profitables à tous. Il est donc important d'arrimer les pays du sud à ces économies de marché, ce qui permettra également de lutter contre les fléaux que sont la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Vous le voyez, le pilier de la stratégie est articulé autour de cette conviction : la mondialisation, l'ouverture au marché des pays du sud est, à terme, la seule solution possible pour les aider à créer des richesses et à les partager.

Comment ? En accélérant par tous les moyens les rythmes du développement socio-économique, pour améliorer ainsi le niveau de revenu des populations et pratiquer une intégration régionale. Ces stratégies ont été appliquées par l'**ALENA**, dans le cadre de la réorganisation de l'Afrique de l'Ouest. Moi qui ai travaillé en Amérique latine et centrale, je dois reconnaître qu'associer un certain nombre de pays qui avaient plutôt d'habitude de se taper dessus peut créer effectivement des zones de relative stabilité. Mais cela conduit aussi ces pays à tendre vers l'intensification de la production agricole, la mise à niveau des industries agroalimentaires, l'ouverture des frontières à la pénétration du capital étranger, ce qui transforme en profondeur les structures de production agroalimentaire. Allez visiter le supermarché "Carrefour" de Tunis, il est largement aussi beau que ceux que nous connaissons en France, et il commercialise à peu près 80 % des produits locaux. Eh bien,

cela a entraîné des transformations structurelles considérables dans la façon de transformer et de consommer les aliments. Un pan entier de l'industrie a disparu et on constate l'émergence d'une économie agro-alimentaire à deux vitesses, avec de très grandes firmes d'un côté et l'artisanat de l'autre. Ce dernier, d'ailleurs, n'est pas forcément inefficace puisqu'il nourrit 60 à 80 % de la population selon les filières. Sauf qu'on aide très peu ce secteur informel. Bref, les habitudes de consommation alimentaires changent. Notre magnifique modèle de consommation méditerranéen, qui est vanté partout sauf en Méditerranée, est en train de disparaître, de s'occidentaliser, entraînant une dépendance alimentaire accrue qui rend ces pays plus sensibles à la pénétration du capital étranger. Pour le credo initial, tout cela est normal : nous sommes dans une phase transitoire mais au bout d'un certain temps, l'évolution et la transformation de tout le système économique et notamment de l'appareil de production agro-alimentaire auront un impact positif...

Quels sont les résultats observés aujourd'hui ? Quel est l'impact sur le commerce et en particulier sur les balances agricoles et alimentaires ? Quel est l'impact également sur les investissements directs à l'étranger ? Car il est dit que tous les problèmes que vont rencontrer les pays dans leur réorganisation seront à terme compensés par la pénétration de capitaux étrangers importants et par l'accentuation de l'aide publique au développement.

Je ne veux pas dire par là que ce postulat est faux ; effectivement, nos agricultures ont progressé parce qu'elles se sont organisées, dotées de moyens et de transfert de technologies, ce qui a permis de produire plus de produits avec moins d'intrants, donc d'obtenir des gains de productivité qui ont généré de la richesse, et cette richesse a été partagée par les acteurs économiques sous forme de prix plus bas, de valeurs ajoutées plus importantes et de meilleure rémunération du travail.

Reste que les transformations structurelles de ces pays sont extrêmement inquiétantes, notamment en terme de balance commerciale. Quelques chiffres. Entre 1980 et 2000, le volume des échanges provenant des pays de la Méditerranée dans le monde est passé de 25 % à 17%, tous produits confondus. Le poids de ces pays dans le commerce mondial a donc chuté de façon drastique.

Encore plus inquiétant, depuis 1990, les productions agricoles ne cessent de diminuer et ont connu une cassure dès les années 60 : les pays du sud de la Méditerranée, qui produisaient plus que ce qu'ils consommaient, sont devenus déficitaires, donc très dépendants. Seule l'Europe du Sud a atteint son niveau d'auto-suffisance. Il y a mille et une explications, dont la pression démographique extrêmement forte : en 1960, sur trois personnes qui vivaient en Méditerranée, une vivait au sud. En 2020, 2 vivront au sud et une vivra au nord : il y a eu un basculement complet des dynamiques démographiques. Mais d'autres raisons ont joué : le problème de disponibilité en eau, la sécheresse, les faibles rendements.

Peut-on réellement imaginer que l'aide au développement compensera tout cela ? Juste un chiffre : **l'aide au développement aux pays méditerranéens**, en dollars constants, est passé de 7 à 5 milliards d'Euros entre 1996 et 2000. Et un quart seulement du budget de l'Aide au développement agricole méditerranéen est actuellement versé. Donc une chute très forte parce que les pays méditerranéens n'intéressent pas grand monde et que l'Europe, déjà empêtrée dans ses problèmes d'organisation interne, s'est tournée vers les pays de l'Est. Mais la Méditerranée c'est nous, ce sont nos frères et c'est à quelques encablures de nos côtes ! Voilà un sacré sujet de préoccupation : la décroissance de l'aide publique, dont une part dérisoire accordée à l'agriculture, et une lourdeur administrative des dossiers qui devient pénalisante. Nous étions dernièrement en Catalogne, dans un centre de vulgarisation agricole : ses responsables nous ont dit que 80 % de leurs activités de formation concernent aujourd'hui l'apprentissage à la gestion des projets de l'union européenne. Belle efficacité !

Quant aux investissements directs à l'étranger (IDE), c'est à dire la pénétration des firmes étrangères dans ces pays, on peut en penser ce qu'on veut, mais s'ils sont bien gérés, ils constituent une source financière qui permet de déclencher des activités au niveau de l'agriculture et de l'alimentation. Mais là encore, la Méditerranée est complètement en panne : cette région du monde représente une part marginale des IDE de l'Union Européenne, alors

que les pays par exemple du **Mercosur** et les pays d'Amérique latine ont vu leur part augmenter. Bref, dans le même temps, les investissements accordés par l'Europe aux PECO (Pays d'Europe Centrale et Orientale) sont passés de 20 % à presque 70 %, et les investissements en Méditerranée, qui frôlaient les 80% dans les années 90 sont descendus à 30 %. Nous sommes donc confrontés à une situation extrêmement préoccupante de pays en transition, qui passent à une économie de marché avec des structures industrielles encore en partie au main des firmes d'état – c'est le cas du Maroc ou de la Tunisie –, qui n'arrivent pas à s'entendre pour créer un marché régional et où la pauvreté croît d'une façon incroyable. Nous pensons que nous avons des choses à développer ensemble, qu'au delà des compétitions à court terme, il existe des complémentarités que nous devons être capable d'exploiter.

Pour reprendre l'exemple des caves coopératives marocaines, les viticulteurs français qui nous accompagnaient ont été « sciés » par la qualité de ces vins. Et après une première réaction de crainte face à cette éventuelle concurrence, ils se sont rendus compte que les vins du Maroc étaient différents des leurs, qu'ils pouvaient compléter une gamme de produits. Ils ont alors commencé à discuter sur la faisabilité de nouer des accords pour une commercialisation croisée ou pour attaquer ensemble de grands marchés australiens ou nord-américains. La discussion est ensuite passée aux problèmes de production animale. Le Maroc a en effet bloqué ses frontières au regard de l'ESB et d'autres épizooties. Au fur et à mesure de ce dialogue, les Marocains ont commencé à envisager de rouvrir les frontières, en échange d'un geste des Français : serions-nous prêts à leur acheter un quota d'agneaux bio ? La France est en effet déficitaire sur ce type de production.

Je terminerai sur la question de la valorisation des produits méditerranéens. Ne serait-il pas temps de s'unir pour défendre, par exemple, un produit comme l'huile d'olive méditerranéenne ? Alors même que ces pays ne disposent pas d'interprofessions, nous devrions déjà en être à créer des interprofessions méditerranéennes pour valoriser des produits qui font partie de notre patrimoine ».

#### **Omar Bessaoud :**

« Pour ma part, je voudrais simplement relever un certain nombre de caractéristiques majeures de nos agricultures du sud. Les pays du nord nourrissent en effet une foule d'idées reçues sur ce point. L'agriculture des pays du sud se caractérise par l'exploitation de ressources extrêmement rares et fragiles. Ce sont en majeure partie des zones arides et semi-arides, avec une pluviométrie très irrégulière et inférieure à 400 mm par an. Prenons les trois pays du Maghreb : le Maroc ( Surface Agricole Utile de 9 millions d'hectares), l'Algérie (SAU de 7,5 millions d'hectares) et la Tunisie (S.A.U de 5 millions d'hectares). Soit 70 millions d'habitants au total pour 17 à 20 millions d'hectares de SAU, alors que la France à elle seule dispose de 30 millions d'hectares de SAU. Qui plus est, leurs dotations en qualité des sols et en eau sont incomparables : les  $\frac{3}{4}$  des territoires sont soit composés de steppes, soit désertiques, soit montagneux. L'altitude moyenne du nord du Maroc et de l'Algérie se situe ainsi autour de 800 à 900 mètres. Ce sont des zones difficiles où les potentialités agricoles sont relativement limitées. En revanche, la Turquie est mieux dotée en sol et c'est d'ailleurs le seul pays de la zone méditerranéenne qui, avec la Syrie, atteint l'autosuffisance alimentaire.

Regardons à présent leurs structures agraires : l'immense majorité de leurs populations vit dans des zones rurales et agricoles faute d'industrialisation. Et plus de 70 % de la population agricole du Maroc, par exemple, dispose de moins de 10 hectares. En Algérie, la taille moyenne des exploitations tourne autour de 3 hectares  $\frac{1}{2}$  - en France, la moyenne est de 40 hectares. Ajoutons que la forte pression démographique sur l'espace agricole entraîne une difficulté à dégager des revenus suffisants et une surexploitation des ressources naturelles qui, du coup, se dégradent, notamment au niveau des terres et de l'eau.

Autre terrible différence avec la France : la production de ces zones arides et semi-arides est très influencée par les variations pluviométriques. Selon les années, la production de ces pays peut passer de 10 à 50 millions de quintaux de céréales. Donc une variation très forte. Et sur le plan technique, nous n'avons pas encore trouvé un éventail de technologies à même de

contrebalancer les effets du climat ou d'exploiter au maximum les potentialités du sol. René Dumont, qui a parcouru le Maghreb au début des années 50, disait en substance : « Je suis agronome, ça fait des années que je parcours le monde, et je me rends compte que les pays du Maghreb, sont ceux qui nous posent le plus de problèmes techniques ». Les agricultures traditionnelles, familiales et paysannes, y sont majoritaires, et même le secteur dit moderne, qui produit des tomates et des agrumes, connaît les mêmes modes d'exploitations. Seules 4 à 5 % des surfaces et 10 % de la population active peuvent réellement être qualifiées de « modernes », issues en grande partie de l'agriculture coloniale.

En fait, on a transféré les mêmes techniques que les nôtres - la mécanisation, l'utilisation des engrais et des pesticides – dans les zones les plus riches, les plaines, dotées en ressources en eau. Mais pour l'immense majorité des petits paysans, nous n'avons pas mis au point les éléments d'une révolution agricole et c'est un immense défi qui est posé aujourd'hui à la recherche agronomique, notamment pour régler les problèmes de développement des productions végétales qui y sont majoritaires - 80 % de l'assolement est en effet à base de céréales. Nous n'avons pas trouvé de solutions à l'accroissement des rendements, ni mis au point de semences sélectionnées résistantes au stress hydrique, ou de matériels agricoles compatibles avec ces sols fragiles, vite érodés et pauvres en humus.

On pourrait bien sûr remédier à cette situation par des politiques agricoles spécifiques. Or que constate-t-on ? Les politiques agricoles mises en place au Maghreb ou au Proche-Orient ont consisté le plus souvent à promouvoir le secteur moderne, laissant de côté l'immense majorité des exploitations familiales. Du coup, nous rencontrons là les populations les plus pauvres. Si vous prenez l'**Indice du Développement Humain** moyen, le Maroc est classé à peu près à la 88<sup>ème</sup>, ce qui n'est pas catastrophique, mais si l'on isole les populations rurales, il tombe à la 150<sup>ème</sup> place. Le secteur agricole, qui représente plus du quart du PIB – contre 2,3 % en France en 2003, concentre l'immense majorité des pauvres. Sur le plan économique, l'agriculture participe donc très peu au développement ; elle ne dégage pas de surplus durable et les investissements y sont relativement faibles.

Tout à l'heure, Gérard disait que le discours des pays du nord consistait à dire aux pays du sud : « Ouvrez vos marchés à nos produits, développez vos exportations ». Ils l'ont fait dans le cadre des accords de l'OMC. Ils ont même abaissé leurs tarifs douaniers, écoutant les promesses d'aides et d'IDE. Or que se passe-t-il ? Eh bien, les ouvriers marocains travaillant en France transfèrent plus d'argent dans leurs familles que n'en versent les investissements directs étrangers au Maroc... D'autant que les derniers chiffres sur les IDE sont trompeurs car il y a eu des rachats d'actifs publics aux Marocains et aux Tunisiens par des pays de l'Union européenne, ainsi que des investissements en Algérie sur le secteur pétrolier. Cela génère un pic tout à fait temporaire : en clair, on a mis en vente des entreprises et des services publics pour le compte de multinationales étrangères.

Comment je vois l'avenir de ces pays ? Il y a d'abord des défis à relever par les pays du sud. Leurs dirigeants politiques ont une part de responsabilité dans les situations actuelles, même si des facteurs internationaux peuvent intervenir. A eux d'adopter des stratégies intérieures qui visent davantage à soutenir les agricultures familiales, à appuyer l'effort de l'immense majorité des producteurs, au lieu de subventionner une classe minoritaire, souvent non agricole et résidant à l'étranger. Ils doivent encourager les productions de base, telles que les céréales et les cultures fourragères, pour développer l'élevage local. Car les pays du Maghreb ont une spécificité et un potentiel important sur le plan de l'élevage ovin, notamment. Deuxièmement, il ne peut pas y avoir d'intégration et de coopération euro-méditerranéenne efficace si, au niveau régional, aucun effort n'est entrepris. Toutes les constructions d'intégration sont d'abord des constructions régionales. Là encore, il revient aux pays arabes de renforcer leurs rapports économiques, commerciaux, financiers, techniques, pour créer leur propre espace régional, à même de constituer les fondations d'une coopération à une échelle méditerranéenne. Ce n'est pas encore le cas. Le commerce entre les pays maghrébins représente seulement 4 % du total de leurs échanges. En revanche, un pays comme l'Algérie concentre 80% de ses échanges avec l'Europe.

Et puis il existe un troisième défi, qui relève de la conception même de la coopération entre le nord et le sud. Jusqu'à présent, et c'est l'échec du processus de Barcelone, on a conçu la coopération uniquement dans une dimension commerciale, en terme d'acheteurs et de vendeurs. Et exclusivement sur les produits et les services : la libre-circulation n'englobe pas celle des hommes, de la main d'œuvre. D'où un des problèmes qu'à eu à affronter le Maghreb ces dernières années : auparavant, la pression démographique était allégée par cette circulation des hommes. D'ailleurs, vous le savez, l'histoire de la Méditerranée est faite de ce brassage de populations. L'algérien que je suis a du sang turc et peut-être français. Bref, aujourd'hui la coopération devrait être pensée autrement. Il y a une fracture et le 11 septembre a sonné pour beaucoup comme un déclic : comment réparer ? Comment rapprocher les peuples ? Comment consolider cet espace de paix et de stabilité dans la région ? Comment se mettre au service de ces pays pour appuyer leur stratégie de développement intérieur ? De même, il conviendrait de mettre au point l'espace de recherche méditerranéen, de remplir la matrice des connaissances agronomiques qui comporte encore des cases vides, d'alimenter cette géographie des savoirs qui nous permettront de dépasser les problèmes liés aux handicaps techniques. En clair, comment créer du développement économique pour que les pays du sud soient de véritables partenaires, sur un pied d'égalité avec le nord, et pour parvenir à une meilleure compréhension de part et d'autres des rives méditerranéennes ».

---

**L'IAM.M** : l'Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier, voué à l'enseignement et à la recherche post-universitaire, est l'un des quatre instituts du Centre International des Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes (CIHEAM). Centre de ressources scientifiques, plateforme d'appui au perfectionnement des cadres et centre multimédia d'information scientifique et pédagogique, l'IAMM est implanté au sein d'Agropolis, et fonctionne depuis 40 ans avec un large réseaux de partenaires au sein des pays méditerranéens : universités, écoles supérieures, centres de recherches, ONG, administrations, entreprises.

---

**Le CIHEAM** : créé sous les auspices de l'OCDE et du Conseil de l'Europe en 1962, à la suite d'un accord entre les sept pays du Sud de l'Europe. Le Centre a pour objectif à l'origine de « donner un enseignement complémentaire, tant économique que technique, et de développer l'esprit de coopération internationale parmi les cadres de l'agriculture des pays méditerranéens ». Il s'est ouvert progressivement à d'autres pays, et comporte aujourd'hui 13 Etats membres : Albanie, Algérie, Egypte, Espagne, France, Grèce, Italie, Liban, Malte, Maroc, Portugal, Tunisie, Turquie.

Pour mener à bien l'analyse et le suivi des politiques agricoles et alimentaires, le CIHEAM s'articule autour de 4 instituts : aux côtés de celui de Montpellier, figurent les instituts de Bari (Italie) qui travaille plus spécialement sur l'irrigation et le développement de plantes indemnes aux virus, Chania (Grèce) qui se consacre aux problèmes d'environnement et de biotechnologies, ainsi que Saragosse (Espagne), spécialisé sur les problèmes d'élevage. Montpellier étant tourné plutôt vers les aspects socio-économiques du développement rural, la gestion des ressources renouvelables et l'économie des firmes agroalimentaires.

---

**Les conférences euroméditerranéennes** sont dites « de Barcelone » car la première s'est déroulée dans cette ville, les 27 et 28 novembre 1995, posant les bases de ce partenariat. Ces conférences réunissent les ministres des Affaires Etrangères des 15 pays de l'Union européenne et de 12 pays méditerranéens.



La seconde rencontre a eu lieu à Malte, en 1997, et a réaffirmé la volonté de garantir le développement des trois volets du partenariat. La troisième conférence, qui s'est tenue à Stuttgart, en avril 99, a évalué les progrès accomplis et renforcé certains aspects, notamment en terme de droits de l'homme et de développement économique et social. La 4ème conférence a été organisée à Marseille, en novembre 2000. Par ailleurs, plusieurs réunions informelles des 27 ministres se déroulent à intervalles réguliers pour développer des thématiques spécifiques.

---

**ALENA** : Accord de Libre-Echange Nord-Américain, conclu en 1992 et étendant au Mexique la zone de libre-échange jusque là instaurée entre le Canada et les Etats-Unis.

---

**Projet GAP** : le « Guneydogu Anadolu Projesi », dit plus simplement « G.A.P », désigne un chantier colossal démarré par la Turquie en 1989. En gros, 32 milliards de dollars, quelque 25 barrages en amont du Tigre et de l'Euphrate, une douzaine de centrales électriques et des possibilités d'irrigation considérables. Seul hic : les protestations véhémentes de la Syrie et de l'Irak qui voient le débit du fleuve baisser et l'hégémonie de la Turquie, qui se veut être le « château d'eau » de la région.

---

**MEDA** : Principal outil financier du partenariat euroméditerranéen, ce programme quinquennal d'aide au développement a pour objectif de soutenir la stabilité politiques des pays méditerranéens, de créer une zone de libre-échange, et de renforcer la coopération dans le domaine social, culturel et humain. Doté de 7 milliards d'Euros pour la période 1996-2000, il a été réduit à 5,35 milliards d'Euros pour la période 2000-2006.

---

**MERCOSUR** : ce « marché commun du sud » qui lie le Brésil, l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay depuis 1991 constitue le 4<sup>ème</sup> espace commercial du monde et regroupe 200 millions de consommateurs.

---

**L'Indice de Développement Humain** a été mis au point par le Programme des Nations Unis pour le Développement en 1990. Il prend en compte les taux de scolarisation, d'alphabétisation des adultes, l'espérance de vie et le PIB réel par habitant.

## **Parlons-en**

### **La Méditerranée a soif d'eau... et de solidarité**

**Public attentif et questions en cascade : le degré d'implication des participants au moment du débat montrait peut-être combien nous sommes, nous aussi des méditerranéens, et que le sud nous aime bien plus que le nord. Ce qui n'a pas empêché l'expression des craintes et des réticences. Cette culture d'échanges que prônent Gérard Gherzi et Omar Bessaoud en passe sans doute par là.**

**Gilles de Mirbecq :** pour en revenir à la question initiale, il me semble que c'est la ressource en eau qui constitue la clé de la réussite et j'aimerais savoir quelle est la vision des politiques sur ce point qui me semble prioritaire.

**Omar Bessaoud :** Juste un petit témoignage. Il y a quelques années, j'ai été chargé d'une expertise pour des collègues espagnols sur un projet financé par l'Europe et qui concernait les zones pastorales. L'objectif consistait à améliorer l'efficacité des systèmes d'élevage ovin en Estrémadure, au sud-ouest de l'Espagne, en introduisant dans les pâturages certaines variétés de trèfles ainsi que des types génétiques ovins plus performants. Mes collègues, qui avaient fait de nombreuses études expérimentales sur le terrain très complexes, très bien construites, arrivaient à cette conclusion : les conditions climatiques qu'ils ont connu au cours des trois années d'expérimentation ne permettaient pas de mettre en évidence un avantage lié aux facteurs techniques introduits. Ils pensaient être tombés sur une série d'années défavorables. Sauf que selon moi, c'est justement le problème : les années favorables sont exceptionnelles. L'aridité est structurelle, et non pas seulement conjoncturelle. Cela oblige alors la recherche agronomique à adopter un autre état d'esprit. Il ne s'agit pas de mettre de l'engrais ou d'introduire de nouveaux types génétiques. La plupart des années, cela ne marche pas. Sauf qu'on ne sait pas ce qu'il faut faire.

Quant au problème de l'eau que vous évoquez, et qui est le facteur le plus rare, certains pays connaissent des investissements importants, avec de grands barrages, des périmètres d'irrigation ingérables. Mais que fait-on avec cette eau là ? Le Maroc, qui est peut-être le mieux doté, exploite aujourd'hui 70 % du potentiel, avec une politique de modernisation. Ce pays a consacré, pendant plus de 15 ans, 70% de ses budgets agricoles au profit de grands périmètres irrigués, qui concernent 10. % de la population et moins de 15 % des surfaces.

**Gilles de Mirbecq :** pourquoi ces périmètres sont ingérables ?

**Omar Bessaoud :** Parce qu'ils étaient gérés par l'Etat et par les bureaucraties. Du point de vue économique, ce n'était pas très rentable. Aujourd'hui, ils cherchent les moyens de décentraliser cette gestion de l'eau au profit d'organisations sociales.

Le Maroc a déjà connu une expérience de gestion sociale de l'eau ; La civilisation mésopotamienne, puis les Andalous, savaient gérer cette ressource avec des règles sophistiquées mises au point dans les oasis, des tribunaux, un respect, un partage, qui faisaient l'efficacité de ce système. Cet héritage culturel, qui avait été pratiquement oublié, est en train d'être redécouvert ces règles. En revanche, la Tunisie est arrivée, me semble-t-il, au maximum de l'utilisation de son potentiel d'eau, avec des problèmes d'arbitrage entre la consommation domestique pour le tourisme, les besoins de l'agriculture et ceux de l'industrie. Sans oublier des nappes polluées par la surexploitation et l'absence de drainage. Quant à l'Algérie, elle a très peu de ressources, qui sont concentrées au nord.

Dans le fond, dans tout le sud-Méditerranée et même dans la partie proche-orientale, il y a des possibilités de développer l'agriculture, avec des réserves de productivité inexploitées. La recherche agronomique peut inventer une agronomie spécifique, pour autant qu'on y mette les moyens ; l'UNESCO dit que pour être efficace, il faudrait consacrer à la recherche au moins 2% du PIB agricole à la recherche agronomique. Or la majorité de ces pays affecte à cette dernière moins de 1 %, à l'exception de la Tunisie qui affiche cet objectif de 2% depuis

un an. Par ailleurs, l'avenir de ces régions, ne peut pas être résolu uniquement par le développement agricole : il n'y a pas que des solutions agricoles au problème du chômage et de la pauvreté. Il y a aussi une nécessité d'industrialiser, de diversifier les sources de création de richesses. Or on n'exploite pas non plus ces autres gisements. Pire, par leur politique d'ajustements monétaires, les organisations internationales confisquent le droit au développement industriel. Vous me direz que l'Algérie est mieux dotée de ce point de vue. Mais son industrialisation est un mythe. On peut compter ces entreprises industrielles sur les doigts des deux mains.

**Un participant :** Depuis de nombreuses années, on pourrait reprocher à la politique algérienne d'avoir axé le développement du pays sur l'exploitation de matières premières énergétiques et sur l'apport des travailleurs algériens en France. Car cela n'a pas marché...

**Omar Bessaoud :** L'Algérie est un cas assez exceptionnel par son histoire. Cela n'a jamais été un pays de paysans. C'est un pays de montagne et d'éleveurs nomades et semi-nomades, et ce depuis l'Antiquité. Les hauts plateaux forment l'immense réserve agricole. Longtemps, il n'y a eu que des « poches » d'installation paysanne, dans quelques zones de montagne en Kabylie ou dans les oasis, à partir d'une exploitation intensive des eaux, ainsi que quand quelques plaines côtières et à la périphérie de villes relativement riches : autour d'Alger, de Constantine, d'Oran... Ce sont là, en effet, d'anciennes cités dynastiques qui avaient besoin d'être approvisionnées en produits alimentaires et agricoles. Mais ce ne sont là que des îlots, à la veille de la colonisation, l'Algérie comptait trois millions d'habitants et... dix millions de moutons. Voilà sa richesse. Certes, elle exportait de l'orge, mais parce qu'il était cultivé pour les ovins. En fait, elle exportait principalement le bétail vivant.

Quant à l'épisode industriel que l'Algérie a connu au cours des années 1970-1980, sachez que les rentes créées – principalement pétrolières – ont surtout servi à bénéficier à l'agriculture : par la construction de villages, de services coopératifs, d'investissements. A cette époque-là, le taux de croissance de l'agriculture était de l'ordre de 2 à 3 % par an.

**Un participant :** J'ai passé 18 mois en Algérie, entre 1951 et 1953. J'étais certes dans le nord, sur la zone côtière, où j'ai côtoyé des agriculteurs. Et j'avais l'impression que c'était un pays riche par rapport à d'autres régions françaises. En rentrant, je me suis même dit que le Gers était pauvre – je caricature un peu, mais souvenez-vous que dans les années 50, l'agriculture française n'avait pas encore pris son essor.

**Omar Bessaoud :** La région dont vous parlez est la plaine de Mitidja : la zone la plus fertile, avec 90 000 hectares de plaines, une pluviométrie de 700 millimètres d'eau et des investissements considérables pour créer une agriculture très moderne, beaucoup plus moderne qu'en France métropolitaine. Cette agriculture coloniale concernait 3 000 à 4 000 familles, pour une taille moyenne d'exploitation de 4 000 à 5 000 hectares. C'étaient de véritables entreprises agricoles, avec des techniciens et des ingénieurs formés à l'école nationale agronomique d'Alger qui, soit dit en passant, était le deuxième institut français après celui de Paris-Grignon !

Sauf que l'Algérie se compose de 42 millions d'hectares, dont la moitié en zone steppique. Quant aux 7,5 millions d'hectares au nord, ils englobent d'un côté le Sahel, de l'autre les montagnes de l'Atlas Tellien. Restent effectivement les zones côtières, qui sont des plaines : la région d'Oran, celle d'Alger et celle d'Annaba, qui sont relativement riches, avec des cultures d'agrumes et du maraîchage. Mais la majeure partie du nord ne connaît en fait qu'une agriculture basée les céréales associées à l'élevage ovin. Ça c'est l'agriculture de l'immense majorité. Parmi les exploitations modernes que vous citez, quelques unes existent encore, mais mal gérées et avec un statut d'entreprise publique. Et moi, quand je parcours la France, je suis impressionné par sa richesse.

**Un participant :** Je vais être aussi volontairement provocateur. Je suis un petit agriculteur des environs de Marciac, et je me demande quel intérêt autre que moral – pour aider ces pays à

sortir de l'ornière - j'aurai à aller « investir » dans ces pays méditerranéens. Oui, j'ai des craintes. J'imagine les délocalisations d'entreprises alors que c'est déjà le « merdier » chez nous.

**Un autre participant :** Vous avez indiqué que l'immense majorité de la population agricole est dans une situation de pauvreté. Mais ce qui m'a frappé en allant au Maroc, c'est le signal de l'émergence d'entrepreneurs très actifs, prêts à conquérir les marchés européens avec leurs tomates, leurs agrumes et leurs produits horticoles. Même s'ils ne sont pas nombreux, j'ai peur qu'ils représentent une force de frappe économique susceptible de rentrer en compétition avec les productions méditerranéennes de l'Union Européenne ; D'ailleurs, les Italiens, les Grecs, les Espagnols, ne semblent pas ravis de voir arriver ces producteurs, prêts à conquérir les marchés de Paris, de Bruxelles ou de Francfort, et à être présents dans les grandes surfaces.

**Gérard Gherzi :** C'est une question difficile, mais à quoi assiste-t-on ? A une pénétration, dans les pays méditerranéens, de capitaux étrangers, notamment espagnols et hollandais, qui investissent la partie capitaliste de l'agriculture, par exemple au Maroc, et qui vont, de la même manière, inonder ces marchés. Certes, un producteur isolé ne pourra pas s'installer au sud, mais collectivement, c'est faisable. Nous devons mener une réflexion au niveau des organisations professionnelles et du mouvement coopératif pour apprivoiser ce qui peut et doit être fait à un niveau un peu plus macroéconomique.

Deuxième point, il n'y a pas que le débouché de l'Union Européenne pour le secteur agroalimentaire. Ainsi, pour les agrumes, le Maroc vise actuellement le marché nord-américain. De même, n'oublions pas le marché intérieur du pourtour méditerranéen... Je vous l'ai dit tout-à-l'heure, il rassemble 600 à 700 millions d'habitants... Ils n'ont pas forcément les revenus suffisants, mais il faut y travailler.

Pour vous répondre, donc, je crois qu'il y a une solidarité nord-sud à exercer au niveau des organisations professionnelles. Parallèlement, il faut savoir que le capital de l'agriculture industrielle est en train de s'installer dans des zones extrêmement profitables et si les producteurs du sud de l'Europe ne trouvent pas des alliances stratégiques avec des producteurs méditerranéens, je suis intimement persuadé que d'autres le feront et vous lamineront.

**Un participant :** Juste pour préciser un élément : il n'y a pas que l'investissement de capitaux étrangers. Au Maroc, par exemple, il y a aussi les capitaux de certaines familles locales qui vont vers des systèmes coopératifs en pleine émergence. Ces gens-là sont à une heure de l'aéroport international d'Agadir ; ils sont prêts à aller à Vienne, à Bruxelles, à Paris, et à vendre leurs produits. Ils sont très bien organisés.

**Gérard Gherzi :** Oui, à ceci près : une quantité considérable d'argent marocain n'est pas investie. De la même façon, la rente pétrolière n'est pas utilisée en Algérie. Donc, à la limite, il y a des capitaux disponibles au niveau national. Mais tant qu'on n'aura pas créé leurs conditions de rentabilité, ils continueront à dormir ou à être investis à l'extérieur du pays.

**Un participant :** Je voudrais aborder le secteur laitier. L'Europe est en train de mettre au point une IGP (Indication Géographique de Provenance) pour la fêta grecque. Cela pose des problèmes aux producteurs aveyronnais ou lozériens, qui ne vont plus pouvoir fabriquer et commercialiser ce produit, ce qui va faire chuter le coût du lait. Comment peut-on se prémunir contre ce type de phénomène ?

**Jean-Claude Flamant :** Il y a deux problèmes en ce qui concerne la fêta. D'abord, l'adoption de cette IGP par l'Union Européenne pose un problème de fond car en fait, « fêta » est un terme très générique pour un type de fromages que l'on trouve dans tout le Proche-Orient et

les Balkans, dont la Grèce, qui est le seul pays de cette région du monde à être membre de l'Union Européenne. Mais que va-t-il se passer dans cinq ou dix ans, quand d'autres pays de cette région rentreront dans l'UE ? Voilà la problématique pour les Grecs.

Côté aveyronnais, à présent : les producteurs de Roquefort ont été les premiers à industrialiser la fabrication de fêta. Ils ont même alimenté le marché allemand avec ce fromage pur lait de brebis, ce que ne faisaient pas forcément les Bulgares. Du fait que cela dure depuis quinze ou vingt ans, c'est une rente de situation, et rien n'empêche les producteurs de Roquefort de trouver un autre nom pour faire valoir ce produit et qui soit reconnu par l'UE.

Pour en revenir au débat, la production spécifique aux pays méditerranéens, très typée, peut constituer un atout à l'échelle de l'UE, voire à l'échelle du monde. Et dans ce cadre, la question de la protection pour éviter des usurpations devient un élément de stratégie essentiel.

Car il ne faut pas oublier que cette IGP est d'abord un élément de défense de la Grèce et du monde méditerranéen face aux usurpations des Danois et des Hollandais qui fabriquent un fromage de fêta avec du lait de vache...

**Un participant :** Je souhaite revenir sur un point que vous avez peu abordé : vous avez dit qu'il faudrait axer les recherches sur la résistance des plantes à la sécheresse, mais historiquement, les paysans qui étaient dans ces zones difficiles, devaient savoir cultiver dans des conditions de sécheresse. Y a-t-il des chercheurs, aujourd'hui, qui s'intéressent à ces anciennes pratiques ?

**Un participant :** Je voudrais juste compléter cette question en l'élargissant au respect de la biodiversité et au développement durable.

**Omar Bessaoud :** On savait faire, c'est vrai, mais il faut voir dans quels contextes historiques au niveau des besoins. D'abord, les grandes cités du Maghreb ont été créées à l'arrivée des arabes et ont toutes été implantées à l'intérieur des terres, donc dans des zones arides et semi-arides : Marrakech et Fèz au Maroc, Tlemcen en Algérie, Kerouan en Tunisie..

Ensuite, il faut savoir que du point de vue de la population, cela n'avait absolument rien à voir avec ce que nous connaissons depuis le 19<sup>ème</sup> siècle : la densité humaine était faible, sur des territoires immenses. Et il y avait une relative adéquation entre les techniques utilisées et la nature des sols. On pouvait se contenter alors de rendements de trois à cinq quintaux à l'hectare... Rien à voir avec les besoins d'aujourd'hui. On ne peut plus utiliser les techniques de l'époque qui économisaient les sols et l'eau. Car nous raisonnons sur un rapport de 32 millions d'habitants sur 7 millions d'hectares. La recherche agronomique française a fait un travail considérable sur les systèmes maghrébins, tous les grands agronomes du 19<sup>ème</sup> siècle sont passés par l'Algérie, ont essayé de comprendre et de mettre au point des techniques. Malheureusement, au début du 20<sup>ème</sup> siècle, on a baissé les bras : on n'avait pas réussi à inventer une « agrologie » propre à l'Afrique du nord. Une autre position a alors été adoptée : "On va résoudre les problèmes localement". L'agronomie devenait la science du local. Et effectivement, des problèmes ont été résolus ici et là. Mais à côté de ces initiatives, il me semble qu'on pourrait disposer de techniques adaptées à une échelle plus large. Certains agronomes, notamment français, qui ont travaillé sur les pays d'Afrique du nord, ont ainsi trouvé des solutions pour tirer profit des sols au maximum, mais ce n'est pas généralisé. On ne sait pas encore diffuser et vulgariser ces réponses.

Juste une parenthèse pour vous décrire l'état de l'agriculture des pays méditerranéens : le rendement moyen en céréales, qui est l'essentiel de leur production, est autour de 7 quintaux à l'hectare. En Tunisie et au Maroc, ce chiffre est un peu plus élevé – 11 à 12 quintaux à l'hectare – grâce à des irrigations d'appoint, en utilisant les ressources hydriques des barrages. Malgré tout, 12 quintaux, c'est faible. D'autant que cela n'augmente pas : ce sont les mêmes rendements qu'il y a un siècle. Ils ont même diminué en Algérie, à cause de l'appauvrissement des sols dû à une mécanisation et une fertilisation intensives. Donc tous

les pays du sud de la Méditerranée, à l'exception de la Turquie et de la Syrie, importent des céréales. Le rendement de la production laitière ? Entre 800 et 1 000 litres par vache et par an contre 6 500 litres en France... Quant à la sécurité alimentaire, 80 % de la ration protéique ou énergétique de la population dépend des importations étrangères. Alors sur la question de la concurrence éventuelle menée par ces pays, vous comprendrez bien que l'Europe a, au contraire, tout à gagner à coopérer.

**Un participant** : Mais ça peut faire mal ponctuellement.

**Omar Bessaoud** : Oui, ça peut faire mal. Mais je crois que ça peut faire mal aussi à toute la population qui vit dans des zones très peu productives  
Quant à la question du développement durable que vous posez, cet ensemble de pays commence à le prendre en compte dans l'élaboration des politiques. Il y a des stratégies de préservation de protection de l'environnement et partout, depuis la fin des années 90, on adopte des programmes de protection de l'environnement, avec des réglementations, des créations de ministère spécifique. Sur la biodiversité, il me semble qu'ils sont moins avancés. Très souvent, les politiques d'encouragement aux exportations de semences ont créé des spécialisations et mis à mal des ressources génétiques locales.

**Gérard Gheri** : Je souhaite préciser, sur un autre point, que nous travaillons beaucoup sur le développement rural, avec une stratégie basée sur la pluri-activité, le développement du tourisme rural et de l'artisanat. Nous souhaitons convaincre l'Union Européenne de mettre en place un programme de type « **Leader Med** » pour appuyer les initiatives locales. Je tiens à préciser qu'au-delà du plaisir que nous avons à vous rencontrer, nous avons été saisis par la dynamique que vous avez su insuffler autour de plusieurs projets innovants . On pourrait peut-être envisager, non pas de faire à l'identique dans les pays du sud, mais d'échanger les expériences avec leurs zones rurales autour d'un projet structurant. Nous formons des adultes qui vont ensuite travailler dans leur pays, et il serait intéressant que vous receviez une promotion d'étudiants - ils sont entre 13 et 20 – pour leur expliquer ce que vous faites et que nous étudions ce qui peut être transposé.

**Gilles de Mirbeck** : Je n'ai pas le pouvoir d'en décider, mais sachez qu'il y a déjà une Unité Mixte de Recherche qui se consacre aux systèmes agro-alimentaires localisés et qui reçoit tous les ans des étudiants et des chercheurs. Cela pourrait être élargi au Gers.

## **Pour mieux comprendre...**

### **Économie et Stratégies Agricoles,**

*Déméter 1996, Armand Colin,*

*2<sup>nde</sup> partie, par Frédéric Lauret, Directeur de Recherches à l'INRA de Montpellier.*

Tableau exhaustif de la situation et des perspectives de l'agriculture méditerranéenne, avec une distinction pour les rives Nord et Sud/Est.

Avec Manuel Marín, vice président de la Commission de l'Union Européenne, et Edgard Pisani, ancien Ministre de l'Agriculture et président de l'Institut du Monde Arabe.

### **L'eau et les Hommes en Méditerranée,**

*ss la responsabilité d'André de Reparaz,*

*CNRS, 1987.*

Une trentaine de chercheurs spécialistes des problèmes hydrauliques éclairent, de l'Antiquité à nos jours, les facettes techniques et économiques de l'utilisation de l'eau.

### **Les échanges agricoles, une exception dans les relations euro-méditerranéenne,**

*Article tiré du Monde Arabe, Henri Regnault,*

*N° hors-série de Décembre 1997, "Le partenariat euro-méditerranéen : un projet régional en quête de cohérence", la Documentation Française.*

Article intéressant qui retrace la modalité des échanges agricoles du pourtour méditerranéen, dans l'espace et dans le temps.

### **Information Agricole,**

*N° 747 de Septembre 2001,*

*Rubriques "Ailleurs" et "Portrait".*

Un premier article consacré à la production de lait en Libye, les méthodes, la modernisation de ces techniques ; suivi d'un second, interview d'Henry Jouve, président d'Afdi, Agriculteurs Français et Développement International.

## **Pour aller plus loin...**

### **Étude de la communication en milieu rural pour l'amélioration des rapports entre vulgarisateurs et agriculteurs.**

*Mohamed Bounab,*

*Mémoire, DEA de Sociologie, Juin 1989.*

M.Bounab analyse l'échec relatif de la vulgarisation de l'innovation technique dans le milieu rural marocain et cherche, entre autre sur le plan de la communication, des solutions pour que vitalité de la culture paysanne locale et rendements issus des techniques modernes de production se croisent.

### **Le Coton en Méditerranée et au Moyen Orient,**

*CIHEAM (avec l'IAM), Option Méditerranée,*

*Série études, Mars 1988,*

*Anglais/français.*

Compte rendu du séminaire du même nom, cet ouvrage réalise un examen général des orientations de la recherche dans les pays du bassin méditerranéen. Les 4 thèmes abordés (irrigation, mécanisation, précocité et lutte contre les parasites) sont traités par la mise en commun des savoirs : de nouveaux outils sont ainsi mis en place tels qu'ateliers thématiques, lettres de recherche, fichiers de chercheurs et formation.

La série "Option Méditerranée" elle-même est une mine d'or pour l'intéressé : 36 revues, 20 ouvrages très complets, 51 compte-rendus de séminaires, 42 constats "Études et Recherches", et 58 Cahiers seront à même de satisfaire la soif de connaissance des plus curieux !



## **Sur Internet...**

**Le site du Monde Diplo,**  
*www.monde-diplomatique.fr*

Rendez-vous incontournable sur ce site riche de nombreux articles sur ce sujet : inégalités économiques nord/sud, comparatifs entre agricultures de l'Est et de la Méditerranée, problèmes liés à l'émigration de paysans ruinés, tout les sujets y sont traités et bien traités, faites un détour par la cartographie avant de vous laisser guider par les références et les liens proposés... si vous ne vous laissez pas entraîner dans d'autres sujets...

**Le CIHEAM,**  
*www.ciheam.org*  
*anglais/français.*

Le Centre International des Hautes Études Agronomiques Méditerranéennes est votre meilleure source : en plus de proposer une somme d'informations conséquentes, l'ensemble des publications (dont tous les "Options Méditerranées") est laissé à la disposition des internautes...régalez vous !

**L'IAM de Montpellier,**  
*www.iamm.fr*

L' Institut Agronomique Méditerranéen, antenne du CIHEAM à l'Agropolis de Montpellier, présente lui aussi un site des plus complets pour comprendre cet organisme et emprunter ses outils, puisque bon nombre de ses publications sont en ligne, ainsi que des vidéos, les ressources documentaires ou des catalogues de périodiques...

**Le CIRAD,**  
*www.cirad.fr*  
*anglais/français.*

Si le CIRAD (Centre de coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement) a un cadre encore plus large que le thème abordé, son site, très complet, vous livrera tout de même de nombreux articles qui étofferons votre réflexion.

**L'eau au Maghreb et au Moyen-Orient,**  
*http://medintelligence.free.fr/bdeaumo.htm*

Un site qui propose de bons articles mais surtout des corrélats de qualité, sites, bibliographie, sources, notes de lecture ou base documentaire, suivez le guide...